13e année
numéro 258

10 Novembre 1937
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

PERMANENCE : Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél.: **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS notre compte chèques postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Sommaire du N° 258

(10 novembre 1937)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

CINQUANTENAIRE

Les martyrs de Chicago

Il y a juste 50 ans (11 novembre 1887) que mouraient sur l'échafaud ceux que l'histoire ouvrière a sacrés du nom de « martyrs de Chicago ».

Rappelons brièvement les faits.

Dans les derniers mois de l'année 1885, les deux organisations syndicales d'Amérique, les Chevaliers du Travail *et la* Fédération des Trade-Unions *décidaient à leurs Congrès respectifs d'intensifier l'agitation en faveur de la journée de 8 heures, et de tenter au printemps suivant, au mois de mai, une action décisive pour la conquérir.*

Dès le mois d'avril, certaines corporations, tels les mineurs de Virginie, entament la lutte et obtiennent des résultats. Le 1er mai, le mouvement gagne Chicago. Entrent en grève notamment les ouvriers de la grande fabrique de machines agricoles Mac Cormick. Celle-ci embauche des jaunes. Le 3 mai, les ouvriers de Mac Cormick sont réunis devant la porte de leur usine pour, selon la coutume de toutes les grèves huer les jaunes. Mais la police arrive et tire dans le tas, à coups de revolver d'abord, à coups de fusil ensuite. Le massacre est épouvantable.

*Aussitôt, les deux journaux ouvriers de Chicago, l'un rédigé en anglais, l'*Alarm, *l'autre rédigé en allemand (il y a énormément d'Allemands à Chicago parmi les travailleurs immigrés), l'*Arbeiter Zeitung, *convoquent un meeting de protestation en plein air pour le lendemain, sur la place de Hay-Market. Le meeting a lieu, mais au moment où il prend fin et que le jour tombe,* 200 *policiers armés arrivent brusquement et donnent l'assaut à la foule assemblée. Or, l'assaut est arrêté net: une bombe a éclaté dans les rangs des policiers, y faisant quatre tués et une vingtaine de blessés...*

Qui avait lancé la bombe? On ne le sut jamais. L'opinion prévalant dans les milieux ouvriers fut qu'elle avait été lancée par un provocateur.

Quoi qu'il en soit, le capitalisme américain y vit l'occasion d'en finir avec le mouvement pour les 8 heures en décapitant le mouvement ouvrier. On arrêta les leaders ouvriers de Chicago, ceux qui avaient pris l'initiative de la convocation du meeting de Hay-Market, et, au mois d'octobre 1886, *ils comparaissaient devant un jury trié, dans un procès truqué où les faux témoignages avaient été organisés par le ministère public lui-même.*

Sur les huit accusés, sept furent condamnés à mort; le huitième Neebe à 15 ans de pénitencier. Sur les sept condamnés à mort, deux eurent leur peine commuée, Fielden et Schwab; des cinq restant, l'un, Lingg, se fracassa la tête, quelques heures avant d'être exécuté, en fumant un cigare de fulminate; les quatre autres, Spies, Fischer, Engel et Parsons furent pendus le 11 *novembre de l'année suivante.*

Six ans après, en 1893, *un gouverneur de l'Illinois, dont il faut retenir le nom, Altgeld, entreprit la révision du procès. Les trois emprisonnés furent mis en liberté, les morts furent réhabilités, et, mieux encore, l'infamie des juges proclamée: toutes les manœuvres qui avaient abouti à la condamnation furent établies et dénoncées par le gouverneur lui-même.*

L'influence de ce drame sur le mouvement ouvrier a été considérable.

En premier lieu, c'est à lui qu'est dû le choix de la date du 1er mai comme jour de manifestation internationale de la classe ouvrière. Lorsqu'en 1889 *en effet, le Congrès socialiste international de Paris se réunit, et qu'il y fut proposé d'organiser chaque année, au même jour, indépendamment des frontières, une manifestation de tout le prolétariat mondial pour revendiquer l'institution de la journée de* 8 *heures, ce fut la date du premier mouvement d'ensemble qui avait été mené pour cette conquête, et qui venait, deux ans auparavant, d'être sanctifié par le sang des martyrs, qui s'imposait tout naturellement et qui fut choisie.*

En second lieu, le retentissement énorme qui suivit le procès et les exécutions dans le monde ouvrier fut, sans aucun doute, un des facteurs primordiaux du développement de l'anarchisme pendant les années qui suivirent. Bien qu'une filiation directe ne puisse guère être établie, il est probable que l'influence des événements de Chicago fut déterminante pour l'éclosion des actes de terrorisme anarchiste français avant les années 90, actes d'une importance grande pour le mouvement ouvrier, car ils constituèrent comme le coup de gong qui releva le prolétariat français de l'état de prostration et de désespoir où l'avaient plongé les massacres de la Commune; ils furent par là le prélude de la fondation de la C.G.T. et du mouvement syndical de masse des années 1900-1910, *tout comme d'une manière analogue, en Russie, les actes des membres de la* Narodnaia Volia, *en montrant au peuple russe que l'on pouvait lutter contre le tzar, rendirent possibles les grands mouvements de masse de* 1905 *et de* 1917.

Ainsi, par l'une de ces ironies habituelles de l'histoire, l'attentat faussement attribué aux anarchistes de Chicago afin de supprimer le mouvement ouvrier et tuer l'anarchisme fut l'origine d'attentats anarchistes, réels cette fois, consacra l'anarchisme, et contribua à la naissance du mouvement ouvrier mondial.

Les pharisiens de la politique se voilent la face devant ces enchaînements, mais l'historien social ne peut les ignorer, ni méconnaître l'importance d'aucun des maillons de la chaîne. Le procès des martyrs de Chicago fut un maillon.

⁂

Plus encore que l'innocence des accusés, plus encore que la barbarie de la sentence, ce qui donna au procès son retentissement fut l'attitude des condamnés. Non seulement, l'un d'entre eux, Parsons, que la police n'avait pu arrêter, vint de lui-même, volontairement se constituer prisonnier le jour de l'ouverture du procès, mais, après avoir bataillé durant tous les débats, chacun d'eux fit une dernière déclaration, entre le verdict et le prononcé de la peine, qui, pour chacun d'eux, fut une magnifique affirmation de foi et de courage.

Aussi avons-nous pensé que la meilleure façon de commémorer le cinquantenaire de leur martyre est de reproduire les passages qui nous ont paru les plus caractéristiques de chacune des déclarations, dans l'impossibilité où nous étions de les reproduire entièrement. Ce sont là de véritables discours, dont certains durèrent plusieurs séances. Ces déclarations avaient été recueillies et furent intégralement publiées par la femme de Parsons, Lucy Parsons.

R. L.

Spies



Monsieur le Juge,

En prenant la parole devant ce tribunal, je parle comme le représentant d'une classe au représentant d'une autre classe. Je commencerai par les mots qu'adressait à la Cour, en une occasion semblable le Doge de Venise, Falieri (1) il y a cinq cents ans : « Ma défense, c'est votre accusation; les causes de mon soi-disant crime sont votre propre histoire ». On m'a accusé de complicité de meurtre, et on vient de m'en déclarer coupable. Aucun fait ne fut apporté par l'accusation pour prouver, ou même simplement faire présumer, que je connaissais l'homme qui a jeté la bombe ou que moi-même aie participé en quoi que ce soit au jet de la bombe, à moins naturellement que vous ne donniez aux témoignages des complices du procureur, Thompson et Gilbert, un poids égal à celui de l'or auquel on les a payés. S'il n'y a rien qui montre que je suis légalement responsable de cet acte, alors le verdict de culpabilité et l'exécution de la sentence qui en découlera ne seront rien moins qu'un assassinat volontaire et prémédité, un meurtre aussi immonde que n'importe lequel de ceux que l'on trouve dans les annales de la religion, de la politique ou de toute autre forme de persécution. Il y eut beaucoup de meurtres judiciaires dans lesquels les représentants de l'Etat agirent de bonne foi, croyant vraiment que les accusés étaient coupables. Mais, dans ce cas-ci, les représentants du ministère public ne peuvent invoquer une telle excuse, car ce sont eux-mêmes qui ont fabriqué la plupart des faux témoignages qui ont servi de prétexte pour notre condamnation, pour nous faire condamner par un jury spécialement choisi pour nous condamner ! Devant ce tribunal, et devant le public, qui est supposé être le Souverain, j'accuse de complot pour meurtre, l'avocat général et Bonfield. (2) Non, je le répète, l'accusation n'a pas établi notre culpabilité, malgré tous les témoins parjures et achetés, et malgré la grande originalité de la procédure employée dans ce procès. Et tant que cela n'aura pas été fait, et que vous n'aurez eu que le verdict d'un prétendu jury qui n'est qu'un comité payé, je dis que vous, les soi-disant représentants et les grands prêtres de « la Loi et de l'Ordre », vous êtes les véritables et seuls contrevenants à la loi, et dans ce cas-ci vous y contrevenez jusqu'à l'assassinat.

La classe qui hurle pour réclamer notre mort, celle des bons et pieux chrétiens, a essayé par tous les moyens, par ses journaux et autrement, de cacher la vérité. En présentant les accusés simplement comme des anarchistes, en les dépeignant comme une tribu nouvellement découverte de cannibales, en inventant d'horrifiantes histoires de sombres conspirations, ces bons chrétiens cherchaient simplement à cacher le fait tout nu qui est celui-ci : dans la soirée du 4 mai, deux cents hommes armés, sous le commandement d'un notoire gredin, ont attaqué un meeting de paisibles citoyens. Dans quelle intention ? Dans l'intention de les tuer, d'en tuer autant qu'ils pourraient. Je me rapporte à cet égard au témoignage de deux de nos témoins. Les salariés de Chicago commençaient à se plaindre d'être trop exploités ; ils commençaient à dire quelques grandes vérités qui sont extrêmement désagréables à notre classe patricienne, et ils mirent en avant quelques très modestes demandes. Ils pensaient que huit heures d'un dur travail pour un salaire qui représente tout juste la valeur de ce qu'ils font en deux heures, c'est vraiment suffisant. Ce n'était pas tolérable. Il fallait réduire au silence cette « plèbe » ! Or, la seule manière de la faire taire c'était de la terroriser en tuant ceux qu'elle regardait comme ses leaders. Oui, ces « chiens étrangers » devaient recevoir une leçon telle qu'ils ne puissent plus jamais s'opposer à une exploitation renforcée de la part de leurs maîtres généreux et bons chrétiens. Bonfield fut l'homme choisi pour exécuter ce complot de nos patriciens. Si j'avais jeté la bombe, ou été la cause qu'elle a été lancée, ou en avait su quoi que ce soit, je n'hésiterais pas un instant à le dire. Il est vrai qu'elle a causé un certain nombre de morts, et que beaucoup de gens furent blessés. Mais, par elle, des centaines de vies furent sauvées! Sans cette bombe, il y aurait eu une centaine de veuves et des centaines d'orphelins, alors qu'il n'y en a eu qu'un tout petit nombre. Ce sont ces faits sur lesquels on a soigneusement fait le silence, et c'est à cause d'eux que nous sommes accusés et condamnés pour complot par les vrais comploteurs et leurs agents.

Mais, dit l'instrument et l'agent de l'Association des banquiers et des bourgeois, Grinnell (3), « vous avez prêché la destruction de la société et de la civilisation ». Cet homme a encore à apprendre ce qu'est la civilisation. C'est là le vieil argument, l'argument de toujours contre le progrès humain. Lisez l'histoire de la Grèce, celle de Rome, lisez celle de Venise ; lisez les sombres pages de l'histoire de l'Eglise et parcourez le chemin rempli d'épines de la science : vous trouverez toujours le même cri des classes dirigeantes : « Ne changez rien! Ne changez rien! Vous allez

(1) Doge de Venise qui fut décapité pour avoir voulu enlever le pouvoir à l'aristocratie.

(2) Bonfield est celui qui commandait la troupe politique qui avait voulu donner l'assaut au meeting.

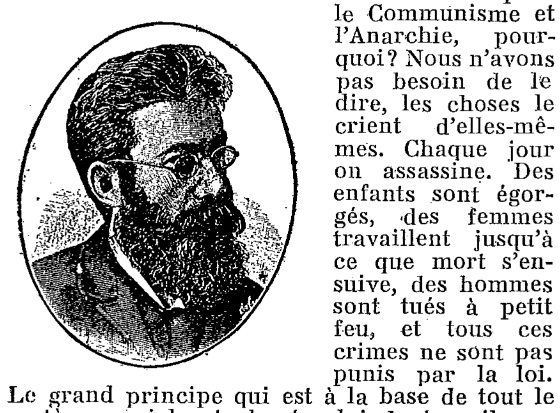
(3) Grinnel était l'avocat général.

détruire la société et la civilisation! » Elles jouissent en effet d'une situation si confortable sous le système en vigueur qu'elles ont horreur, naturellement, du plus léger changement. Leurs privilèges leur sont aussi chers que la vie, et tout changement menace leurs privilèges. Mais la civilisation est une échelle dont les degrés sont faits précisément d'un amoncellement de changements! Sans ces changements sociaux, effectués tous de vive force contre la volonté des classes dirigeantes, il n'y aurait pas de civilisation. Nous qui avons risqué nos vies pour sauver la société du démon qui l'a prise à la gorge, qui suce son sang, qui dévore ses enfants, nous qui voulons guérir ses plaies béantes, qui voulons la libérer des entraves que vous lui avez mises et de la misère dans laquelle vous la tenez, c'est nous qui sommes ses ennemis! Ah! honorable juge, quelle effroyable ironie!

Mes idées sont une part de moi-même. Je ne peux m'en séparer, et, si je le pouvais, je ne le voudrais pas. Si vous pensez que vous pouvez faire disparaître ces idées qui gagnent de plus en plus de terrain chaque jour, si vous pensez que vous pouvez les faire disparaître en nous envoyant à l'échafaud, si vous voulez qu'une fois de plus des hommes subissent la peine de mort pour avoir osé dire la vérité — et je vous défie de montrer le moindre mensonge dans ce que nous avons dit — si la mort, dis-je, est la peine qui doit frapper la proclamation de la vérité, alors je serai fier d'en payer le prix!

Appelez votre bourreau! Crucifiée en Socrate, dans le Christ, en Giordano Bruno, en Huss, en Galilée, et en tous ceux qui nous ont précédés sur cette voie, — la vérité vit encore. Vous tous qui nous avez précédés, et qui êtes légion, nous sommes prêts à vous suivre!

Schwab



Nous luttons pour le Communisme et l'Anarchie, pourquoi? Nous n'avons pas besoin de le dire, les choses le crient d'elles-mêmes. Chaque jour on assassine. Des enfants sont égorgés, des femmes travaillent jusqu'à ce que mort s'ensuive, des hommes sont tués à petit feu, et tous ces crimes ne sont pas punis par la loi. Le grand principe qui est à la base de tout le système social actuel est celui du travail non payé. Tous ceux qui amassent des fortunes, qui se construisent des palais, qui vivent dans le luxe ne peuvent faire cela que par la vertu du travail non payé. Etant propriétaires directement ou indirectement de la terre et des machines, ils dictent leur loi aux travailleurs. Ceux-ci sont obligés de vendre leur travail pour presque rien, ou bien de mourir de faim. Le prix qui leur est payé pour leur travail est toujours considérablement en dessous de sa réelle valeur. Ils acceptent sous la contrainte de la faim, et on appelle cela un contrat libre! L'organisation sociale en fait une proie facile pour l'exploitation.

Je sais le sort que la vie réserve aux masses; j'en suis. J'ai dormi dans leurs mansardes et vécu dans leurs caves. Je les ai vues travailler et mourir. J'ai travaillé dans des usines avec des femmes ; elles se prostituaient parce qu'elles ne parvenaient pas à gagner assez pour vivre. J'en ai vu d'autres rendues malades par l'excès de travail, malades physiquement et moralement à cause de la vie qu'elles étaient obligées de mener. J'ai vu des fillettes de 10 à 14 ans travaillant pour une bouchée de pain. J'ai vu des familles mourant de faim et des hommes solides être tués par le travail. Cela, il est vrai, se passait en Europe, mais lorsque je suis venu aux Etats-Unis j'ai constaté que si certaines catégories d'ouvriers étaient mieux payées qu'en Europe, la situation était pire qu'en Europe dans un grand nombre d'industries, et que les ouvriers qualifiés soi-disant mieux payés étaient rapidement réduits à l'état de simples rouages de machines. Le prolétariat des grandes villes industrielles vit ici dans une condition qui ne peut être pire. Des milliers de travailleurs de la ville de Chicago habitent des pièces insuffisamment abritées de la pluie, sans aération, et dans lesquelles ne pénètre jamais un rayon de soleil. Il y a des taudis où l'on trouve 3 et 4 familles par pièce. Quels effets ont de pareilles conditions d'habitation sur la santé et la morale de ces infortunés, il n'y a pas besoin de le dire. Et de quoi se nourrissent-ils? Ils ramassent des débris de légumes dans les poubelles et ils achètent chez le boucher, pour quelques centimes de rognures de viande. N'est-ce pas une horreur, en un pays civilisé où il y a abondance de nourriture et de richesses?

Le socialisme, tel que nous le comprenons, c'est la terre et les machines possédées en commun par le peuple. Et la production sera assurée par des groupements de producteurs qui fourniront à tous les marchandises nécessaires.

Je sais que notre idéal ne sera réalisé ni cette année ni l'année prochaine, mais je sais qu'il le sera un jour, dans un avenir aussi proche que possible. Il est entièrement faux d'employer le mot d'Anarchie comme synonyme de violence. La violence est une chose et l'Anarchie une autre. Dans l'état social actuel, on use partout de la violence et, en conséquence, nous défendons l'usage de la violence contre la violence, mais seulement contre la violence, comme un moyen de défense nécessaire.

Neebe



Mes crimes, les voici :

Mon travail me mettait en relations avec les boulangers. Je vis que les ouvriers boulangers étaient traités comme des chiens. Les patrons boulangers traitaient leurs chiens mieux que leurs ouvriers. Je me dis : « Ces hommes doivent s'organiser; l'organisation, c'est la

force ». Et je les aidais à s'organiser. Cela est un grand crime. Ces hommes ne travaillent plus maintenant que 10 heures par jour au lieu de 14 et 16; au lieu de manger les restes comme des chiens et de dormir dans les corridors ou dans le grenier, ils peuvent maintenant dormir et manger où il leur plaît. J'ai aidé à établir cela, monsieur le Juge.

Mais j'ai commis encore un plus grand crime. Le matin, alors que je conduisais mon attelage, je rencontrais les ouvriers brasseurs de la ville de Chicago qui s'en allaient travailler à 4 heures du matin. Et ils revenaient à la maison à 7 et 8 heures du soir. Ils ne voyaient jamais leurs femmes et leurs enfants à la lumière du jour. Je me dis : « Si tu organisais ces hommes, ils pourraient vivre comme des hommes. Tu peux aider à en faire de bons citoyens ». Mais chacun me dit : « Non, ils sont tombés trop bas, ce sont des ivrognes ». Je me mis néanmoins au travail pour les organiser. Je louai une salle, publiai un tract, parvins à les faire venir, et je les organisai. Le samedi 1er mai, nous eûmes une réunion avec les patrons brasseurs de Chicago. J'étais le président du Comité ouvrier et je demandai aux patrons de réduire à dix le nombre des heures de travail, et ils le firent.

J'ai commis encore un autre crime, monsieur le Juge. J'avais constaté que les commis épiciers de Chicago, ainsi que d'autres employés de commerce travaillaient jusqu'à 10 et 11 heures du soir. Je fis un tract et louai une salle, et je parvins à les rassembler. Aujourd'hui, ils ne travaillent que jusqu'à 7 heures du soir en semaine, et pas du tout le dimanche. C'est là le grand crime qu'à vos yeux j'ai commis. J'ai épargné à ces hommes 4 et 5 heures de travail par jour. De même que j'avais épargné six à huit heures de travail par jour aux brasseurs, ce qui leur donne du temps pour s'éduquer. Car nous, socialistes, nous croyons profondément que les travailleurs doivent s'instruire eux-mêmes. Nous sommes des fervents de l'éducation et de la réduction des heures de travail. La réduction des heures de travail a toujours été mon but principal, et j'ai fait un peu de bon travail pour y parvenir.

Tels sont tous les crimes que j'ai commis : on a trouvé dans ma maison un revolver et un drapeau rouge. J'ai créé des syndicats. J'ai été partisan de la réduction des heures de travail, de l'éducation des travailleurs et de la réapparition de l'*Arbeiter Zeitung*, journal ouvrier. Il n'y a aucune preuve que j'ai participé au lancement de la bombe, ou à quoi que ce soit de ce genre. Aussi, je vous demanderai de me pendre, moi aussi (4), car je pense qu'il est plus honorable d'être tué d'un coup que de mourir à petit feu. J'ai une femme et des enfants; si ceux-ci savent que leur père est mort, ils viendront l'ensevelir. Ils pourront aller sur la tombe et s'agenouiller à ses côtés. Tandis qu'ils ne pourront aller au pénitencier et voir leur père, condamné pour un crime avec lequel il n'a rien à faire. C'est tout ce que j'ai à dire, monsieur le Président. Je suis désolé de ne pas être pendu avec mes camarades.

(4) Le verdict relatif à Neebe n'entraînait pas la peine de mort.

Fischer



Je n'ai jamais été un meurtrier. Je n'ai jamais commis un crime de ma vie, mais je connais un homme qui est en passe de devenir un meurtrier, un assassin, et cet homme c'est Grinnell, l'avocat général Grinnell, parce qu'il a amené sur le banc des témoins des hommes dont il s a v a i t qu'ils allaient se parjurer. Je dénonce publiquement M. Grinnell comme un meurtrier et un assassin si je suis exécuté.

Si les classes dirigeantes pensent qu'en nous exécutant, en pendant quelques anarchistes, elles feront disparaître l'Anarchie, elles se trompent grossièrement, car les anarchistes tiennent plus à leurs principes qu'à leur vie. Un anarchiste est toujours prêt à mourir pour ses principes, mais, dans ce cas-ci, j'ai été accusé de meurtre, et je ne suis pas un meurtrier. Vous découvrirez qu'il est impossible de tuer un principe, quelque nombreuses que soient les vies que vous preniez aux hommes qui se réclament de ce principe. Plus les croyants des justes causes sont persécutés, et plus rapidement se réalisent leurs idées. En rendant un verdict aussi injuste et aussi barbare, les douze « honorables » membres du jury ont plus fait pour le progrès de l'anarchisme que ne pourraient le faire les anarchistes en une génération. Car ce verdict est un verdict contre la liberté de la parole, la liberté de la presse, la liberté de pensée en ce pays, et le peuple va s'en rendre compte. C'est tout ce que j'avais à dire.

Lingg



Je v o u s dis franchement e t ouvertement : j e suis pour la force. J'ai déjà dit au capitaine Schaack : « Si v o u s employez contre nous le canon, nous emploierons contre vous la dynamite ».

Je vous répète que je suis l'ennemi de l' « ordre » d'aujourd'hui et je répète de t o u t e s m e s forces que, aussi longtemps qu'il me restera le moindre souffle, je combattrai cet « ordre ». Je le déclare encore, franchement et ouvertement : je suis partisan d'employer la force. Je l'ai dit au capitaine Schaack, et je m'y tiens : « Si vous nous canonnez, nous vous dynamiterons ».

Je méprise votre « ordre social », vos lois, votre autorité fondés sur la force. Pour cela, pendez-moi!

Engel



Tout ce que j'ai à dire à l'égard du verdict c'est qu'il ne m'a pas surpris, car c'est de tous temps que ceux qui ont essayé d'éclairer les hommes ont été jetés en prison ou mis à mort, comme ce fut le cas pour John Brown (5).

En quoi consiste mon crime?

En ceci, que j'ai travaillé à construire un système social dans lequel il soit impossible à un homme d'amasser des millions, grâce aux progrès du machinisme, tandis que de grandes masses sont plongées dans la dégradation et la misère. De même que l'eau et l'air sont pour tout le monde, de même les inventions de la science doivent être appliquées pour le bénéfice de tous. Les lois d'État que nous avons sont en opposition avec les lois de la nature, en ce qu'elles dérobent aux grandes masses leurs droits à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur.

Est-ce qu'il y a quelqu'un qui puisse respecter un gouvernement qui n'accorde de droits qu'aux classes privilégiées et n'accorde aucun droit aux travailleurs? Nous avons vu tout récemment comment les seigneurs du charbon se sont entendus pour former une conspiration afin d'augmenter le prix du charbon, en même temps qu'ils réduisaient les salaires, déjà fort bas, de leurs ouvriers. Est-ce qu'ils ont été pour cela, accusés de conspiration? En revanche, lorsque les travailleurs demandent une augmentation de salaires, on envoie la milice et la police pour leur tirer dessus.

Non! Pour un tel gouvernement, je ne peux me sentir aucun respect, et je le combattrai, en dépit de son pouvoir, de sa police, et de ses mouchards.

Fielden



Je n'ai jamais hésité, lorsque j'ai vu où était mon chemin, à le suivre. J'ai toujours essayé de tenir la ligne droite quoi qu'il puisse advenir. Il y a des gens, je le sais, qui n'agissent pas ainsi. Et c'est cela qui fait que le monde va mal. Car beaucoup se demandent, une fois qu'ils ont vu où était leur devoir : cela paiera-t-il? Ils font seulement ce qui paie et ils ne se soucient pas d'où vient l'argent.

J'ai défendu les principes du socialisme et de l'égalité sociale; c'est pour cela, et pour rien d'autre, que je suis ici, et que l'on va me condamner à mort. Qu'est-ce donc que le socialisme? On pense couramment : c'est prendre la propriété d'autrui. Eh bien, non! Si je devais répondre à cette question aussi brièvement et aussi simplistement, je dirai : le socialisme c'est empêcher qui que soit de prendre la propriété d'autrui.

Le socialisme, c'est l'égalité. Le socialisme reconnaît comme un fait que personne en ce monde n'est responsable de ce qu'il est, que tous les maux qui existent dans la société sont le résultat de la pauvreté; et le socialisme scientifique nous dit que nous devons aller chercher le mal à sa racine. Il n'est pas un expert criminel au monde qui ne reconnaisse que tout crime, lorsqu'on remonte à son origine, a la misère pour cause. On m'a accusé d'avoir tenu des propos subversifs parce que j'avais dit que le système social actuel dégradait l'homme jusqu'à en faire un animal. Eh bien, allez donc voir dans cette ville les garnis où les habitants sont entassés pêle-mêle, dans une atmosphère infernale de maladie et de mort, et pensez-vous que c'est délibérément que ces hommes ont choisi de mener cette vie d'animaux? Pas un seul d'entre eux. Tous sont les produits du milieu social dans lequel ils sont nés et qui les a obligés irrésistiblement à devenir ce qu'ils sont. Si ces hommes, dès leur enfance, avaient été placés dans un milieu où ils eussent été entourés des meilleurs produits de la civilisation, ils n'auraient jamais choisi volontairement une situation comme celle qu'ils ont aujourd'hui. Or, avec la puissance de ses moyens de production, la société est capable d'assurer à tous ce milieu, car les grandes masses de richesses posédées actuellement par des particuliers ici et en Europe sont exactement dans la proportion où ces hommes ont été dégradés. Ces richesses d'ailleurs n'auraient jamais pu être accumulées autrement. Je n'accuse pas chaque capitaliste d'avoir cherché volontairement et malicieusement à atteindre ce but, mais je dis que cela a été fait, que c'est une chose lamentable, et que le socialisme guérira le monde de cet ulcère.

Il y a des gens qui font fortune et je vais vous dire comment ils la font. Dans son édition du nouvel an de 1885, le *Chicago Tribune* attire l'attention sur la production des objets de consommation dans la ville de Chicago pendant l'année précédente et le journal a fait à ce sujet une estimation soignée du coût des matières premières, du coût des instruments de travail, des loyers des bâtiments, de l'intérêt de l'argent et des gages des travailleurs. Il a fait cela pour différentes branches de production, et en faisant la moyenne, il est arrivé à ce résultat : dans une année, chaque salarié de la ville de Chicago ajoute à la richesse de cette ville une valeur de 2.764 dollars, mais le salaire moyen payé pour cette production moyenne de chaque travailleur, n'est que de 457 dollars, soit guère plus d'un sixième!

(5) John Brown fut le grand pratiquant de l'action directe pour l'abolition de l'esclavage. Durant cinq ans il fit la guerre de partisans contre les esclavagistes, libérant de force des esclaves, s'emparant de villages pour en faire des refuges d'esclaves, etc... Blessé, capturé, il fut condamné à mort et exécuté le 2 décembre 1859. L'année d'après, éclatait la guerre de Sécession, qui devait mettre fin à l'esclavage.

Neebe vous a dit les avantages qu'avaient obtenus certaines catégories de travailleurs de cette ville en ce qui concerne la réduction des heures de travail grâce aux syndicats qu'il avait créés. Si nous avons réussi dans la mesure qui vous a été dite, nos vies n'auront pas été données en vain.

Quel que soit le sort qui nous est réservé, nous serons satisfaits de ne pas avoir vécu dans ce monde pour rien; nous sommes heureux d'avoir fait un peu de bien à nos camarades et d'avoir accompli ce que nous croyons qui devait être fait pour le bien de l'humanité et le progrès de la justice. Je répète les paroles, autant que je peux me les rappeler, de Lady Cavendish après le meurtre de son mari à Phoenix Park (6) : « Si la mort de mon aimé peut servir de quelque manière à amener une meilleure compréhension et de meilleurs rapports entre ces deux peuples, je ne la regrette pas ».

Si ma vie doit servir à la défense des principes du socialisme et de l'anarchie, tels que je les ai compris et dont je crois honnêtement qu'ils sont dans l'intérêt de l'humanité, je vous déclare que je suis heureux de la donner; et c'est un très bas prix pour un si grand résultat.

Aujourd'hui un merveilleux soleil d'automne baise d'un souffle embaumé les joues des hommes libres, je ne baignerai plus jamais ma tête dans ses rayons. J'ai aimé mes concitoyens autant que moi-même. J'ai haï la fourberie, la malhonnêteté et l'injustice. Le dix-neuvième siècle commet le crime de tuer son meilleur ami. Il durera assez pour s'en repentir. Mais, comme je viens de le dire, si cela peut faire quelque bien, je donne volontiers ma vie.

J'ai confiance qu'un temps viendra où il y aura une meilleure compréhension et plus d'intelligence, et je vois, au-dessus des montagnes d'iniquités, de mal et de corruption, luire un soleil de droit, de vérité et de justice qui baignera un jour en sa lumière embaumée un monde émancipé.

Monsieur le Juge, je vous remercie de votre attention.

Parsons



Monsieur le Président, j'ai dit qu'une bombe de dynamite coûte six cents et qu'elle peut être faite par n'importe qui, et qu'une carabine Winchester coûte 18 dollars, et que là est la différence. Dois-je être blâmé pour cela? Dois-je être pendu pour avoir dit cela? Doit-on me supprimer pour cela? Qu'ai-je donc fait là. Ce qu'il vous faudrait, c'est aller déterrer les cendres de celui qui a inventé la chose. Trouvez ces cendres et dispersez-les au vent, pour le crime d'avoir donné la puissance au monde. Ce n'est pas moi.

Dans son rapport au Président et aux Chambres, il y a deux ans, le général Sheridan, général en chef de l'armée américaine, a eu l'occasion de parler de troubles ouvriers qui pourraient se produire en ce pays, et qu'a-t-il dit? Il a dit dans son rapport que la dynamite est un explosif récemment découvert, d'une puissance effrayante et d'une nature telle que les gens peuvent la porter dans les poches de leurs vêtements avec une pleine sécurité, que par ce moyen ils pourraient détruire des villes et des armées entières. C'est le général Sheridan qui a dit cela. Et je n'ai fait que rapporter ses paroles et m'y référer.

Mais je désire dire encore quelque chose sur la question de la dynamite, avant de passer à autre chose. J'ai été appelé ici, par l'accusation, un dynamiteur. Pourquoi? Est-ce que j'ai jamais employé la dynamite? Non. Est-ce que j'en ai jamais eu? Non. Est-ce que je me connais en matière de bombes de dynamite? Non. Pourquoi alors suis-je appelé un dynamiteur? Ecoutez, et je vais vous le dire.

Au quinzième siècle, la poudre à canon marqua le début d'une nouvelle ère pour le monde : c'était la fin de la cotte de mailles du chevalier, ce flibustier et ce voleur de l'époque. Elle permit aux victimes de ces bandits de grand chemin de se tenir à distance dans une place sûre et de s'y défendre par l'usage de la poudre à canon, en faisant entrer des balles dans la peau de leurs voleurs. La poudre à canon apparut donc comme un instrument de démocratie. Elle apparut comme une institution républicaine, et la conséquence fut que commença aussitôt à s'établir un certain équilibre du pouvoir. Il y eut moins de puissance dans les mains de la noblesse, moins de puissance dans les mains de tous ceux qui pillaient et dégradaient le peuple.

Pareillement, la dynamite vient aujourd'hui pour émanciper l'homme de la domination et de l'esclavage de la part de ses concitoyens. La dynamite est la diffusion du pouvoir. Elle est démocratique, elle fait chacun égal. Le général Sheridan dit : « Contre elle, les armes sont sans valeur ». Rien ne peut l'affronter. Les Pinkerton (7), la police, la milice ne sont plus rien en présence de la dynamite. Ils ne peuvent rien contre le peuple. Elle réalise l'équilibre. Elle annihile le pouvoir car elle le dissémine. Elle est la fin de l'oppression. Elle est l'abolition de l'autorité. Elle est l'aube de la paix, elle est la fin de la guerre parce que la guerre ne peut exister à moins qu'il y ait quelqu'un pour la faire et que la dynamite la rend trop périlleuse, trop « indésirable », absolument impossible. Elle est un fabricant de paix. Elle est le meilleur et le dernier ami de l'homme. Elle émancipera le monde de la domination de quelques-uns sur la plupart, parce que tout gouvernement, en dernier ressort, est la violence; toute loi, en dernier ressort, est la force. Tout est basé sur la force. La force est la loi de l'univers, la force est la loi de la nature, et cette force nouvellement découverte rend tous les hommes égaux, et, en conséquence, libres. Il est vain de parler de droits lorsqu'on n'a pas la force de les imposer. La science a maintenant donné à chaque être humain ce pouvoir.

(6) Lord Cavendish, secrétaire général du Gouvernement de l'Irlande avait été tué, en 1882, par un paysan irlandais.

(7) Pinkerton, agence privée fournissant aux patrons américains, en difficultés avec leurs ouvriers, des briseurs de grève et des gardes armés.

Mais s'ensuit-il, parce que j'ai cette opinion, que j'ai jeté la bombe de Hay-Market?

Vous accusez les anarchistes d'user de la force et de la recommander; c'est faux. « Vous vous condamnez par votre propre bouche ». L'état présent de la Société est en effet basé, maintenu et perpétué par la force. Ce système capitaliste que nous avons aujourd'hui ne durerait pas 24 heures s'il n'était pas soutenu par les baïonnettes et les bâtons de la milice et de la police. Non, monsieur, pas 24 heures! Eh bien! c'est à cela que nous nous opposons; c'est cela contre quoi nous protestons. Et ce dont l'accusation nous accuse ici, c'est précisément de ce dont, elle et vous, êtes coupables. C'est la vieille histoire de la fable d'Esope du loup et de l'agneau. Vous faites précisément ce dont vous nous accusez et contre quoi nous protestons. Toute institution qui est basée sur la force se condamne d'elle-même; cela n'a pas besoin d'être démontré, à mon avis.

L'économie politique qui prévaut a été écrite pour justifier qu'on a le droit de prendre quelque chose en échange de rien; elle a été écrite pour empêcher les riches de rougir quand ils regardent les pauvres. Ce sont ceux qui dépeignent l'Anarchie comme un composé d'« incendie, de vol et de meurtre » qui dépouillent le peuple; ce sont eux qui adorent le pouvoir et qui haïssent l'égalité; ce sont eux qui dominent, dégradent et exploitent leurs concitoyens, afin de maintenir et de perpétuer leurs privilèges.

Mes ancêtres sont venus en ce pays voilà longtemps. Mon ami Neebe, ici présent, est le descendant d'un Hollandais de Pennsylvanie. Lui et moi, nous sommes les deux seuls qui avons eu le bonheur, ou le malheur, comme on voudra, d'être nés dans ce pays. Mes aïeux ont contribue à obtenir et à défendre la Déclaration d'Indépendance. Le père d'un de mes arrière-grands-oncles perdit une main à la bataille de Bunker Hill (8). J'avais le père d'un autre grand-oncle qui fut avec Washington à Brandywine, Monmouth et Valley Forge. Je suis depuis assez longtemps ici, je pense, pour avoir mes droits garantis, au moins ceux que me reconnaît la Constitution de ce pays.

Mais je suis aussi un internationaliste. Mon patriotisme dépasse les limites d'un seul Etat; le monde est mon pays; tous les humains sont mes compatriotes. C'est cela ce que signifie l'emblème du drapeau rouge; c'èst le symbole du travail libre et émancipé. Les prolétaires n'ont pas de patrie. Ils sont déshérités dans tous les pays, et l'Amérique ne fait pas exception. Partout les salariés sont dans la dépendance des riches. Ils sont partout les parias de la société, sans demeure et sans patrie. De même qu'ils ont créé toutes les richesses non pour eux mais pour leurs maîtres, de même ils luttent dans toutes les guerres non pour eux mais pour leurs maîtres. de même ils luttent dans toutes les guerres pour leurs maîtres. Mais il y aura une fin à cette déchéance de soi-même. Dans l'avenir, le Travail combattra seulement pour sa propre défense, et il travaillera pour lui, non pour un autre.

Lorsque je vis arriver le jour fixé pour l'ouverture de ce procès (9), sachant que j'étais innocent et sentant aussi que c'était mon devoir de venir et de partager le sort, quel qu'il soit, de mes camarades, et de monter aussi, si c'était nécessaire, sur l'échafaud pour les droits du Travail, la cause de la liberté et l'amélioration du sort des opprimés, je suis venu ici. J'ai relevé le gant. Je suis revenu de Waukesha à Milwaukee, puis je pris le train de Saint-Paul le matin au dépôt de Milwaukee et j'arrivai à Chicago. Il devait être huit heures et demie du matin. J'allai chez mon amie, Madame Ames à Morgan Street, j'envoyai chercher ma femme et eus une conversation avec elle. J'envoyai un mot au capitaine Black lui dire que j'étais là et que j'allais me constituer prisonnier. Il me répondit qu'il était prêt à me recevoir. Je le rencontrai à l'entrée de ce bâtiment, et nous vînmes ici ensemble. Et je me présentai à la cour. Je n'ai rien à regretter — même maintenant.

---

(8) Quartier de Boston où eut lieu l'un des premiers combats de la guerre d'Indépendance.

(9) A la différence de ses compagnons Parsons n'avait pu être arrêté. C'est de lui-même qu'il vint se constituer prisonnier, le jour de l'ouverture du procès.

Poème récité par Parsons avant de monter sur l'échafaud

Ne venez pas sur ma tombe avec vos vêtements de deuil,
Avec vos lamentations et vos pleurs,
Avec vos craintes et vos noirs présages!
Quand mes lèvres seront muettes
Ne venez pas ainsi.

Pas de longue suite de voitures,
Pas de corbillard empanaché
Pour célébrer cette maigre gloire qu'est la mort;
Mes mains croisées sur la poitrine
Laissez-moi reposer.

N'insultez pas mes cendres de votre pitié,
Vous que je laisse sur ce rivage désolé
Pour encore souffrir, être privés et pleurer.
C'est moi qui dois, et je le fais,
Avoir pitié de vous.

Pour moi sont finis
Les amertumes, les chagrins et les luttes,
Les tristesses et les soucis de la vie.
Mais la gloire divine,
Elle est à moi.

Pauvres créatures! Qui, effrayées des ténèbres,
Gémissent sous l'angoisse de venir.
Pleinement silencieux je vais à ma demeure!
Faites cesser le glas des cloches.
Je suis bien.

Réponse à Horace

L'article qu'a publié la *R. P.* sous la signature d'Horace a certainement heurté les sentiments de nombreux lecteurs de la revue. J'estime cependant que « le noyau » a eu raison de le faire paraître. Lorsqu'il s'agit de camarades sincères, ce n'est pas en la taisant mais en la réfutant que l'on peut redresser une opinion considérée comme fausse. La haine du fascisme facilite l'éclosion de sentiments bellicistes analogues à ceux du camarade Horace. C'est pourquoi je me propose de reprendre point par point l'argumentation de ce camarade et d'en faire ressortir les flagrantes contradictions.

Effondrement du socialisme international

Entièrement d'accord sur l'exposé de la faillite du socialisme en 1914 : ce n'est pas le jour de la mobilisation que peut se révéler l'internationalisme; pour ne pas être verbal, l'internationalisme doit se manifester bien avant la guerre par des actes. Et s'il est vigoureux, la mobilisation a bien des chances de ne pas se décréter.

Mais quelle illusion de croire qu'ayant accepté de faire la guerre, les socialistes pouvaient faire la paix. On ne résiste pas à des généraux vainqueurs. Puisque, au 2 août 1914, et pendant la période antérieure, ils s'étaient inclinés devant les militaires; puisque, au cours de la guerre, ils avaient participé à la propagande nationale et chauvine, les socialistes ne pouvaient prétendre imposer leur volonté en 1919. La paix était inévitablement faite par les généraux et leurs mandataires capitalistes.

Aussi, n'est-il pas exact de dire que l'on « toléra » une chambre bleu-horizon; la vérité est que cette chambre fut *élue* par le peuple de France sous l'influence de la victoire nationale.

Le traité de Versailles

Il est évidemment exagéré d'attribuer au seul traité de Versailles la crise économique dont souffrit l'Allemagne; mais le diktat, pour les raisons mêmes développées par Horace, a certainement aggravé les effets de la crise pour le Reich. Conforme au désir de ceux qui l'ont conçu, ce traité était trop rigoureux au point de vue économique et pas assez au point de vue de la démilitarisation de l'Allemagne. Sa suppression fut une base de propagande remarquable pour les nazis.

On aurait pu, certes, éviter la renaissance du germanisme, en accordant volontairement aux sociaux-démocrates ce qu'Hitler fit lâcher par intimidation. Mais c'est demander à nos gouvernants une intelligence politique au-dessus de leurs moyens.

Ceci est le passé. Le diktat est bien supprimé, la puissance militaire allemande reconstituée. Il ne sert à rien de récriminer : c'est notre attitude présente et future qu'il convient de déterminer.

Mais Horace me permettra de m'étonner de son opinion concernant « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Considérer ce droit comme un dogme dangereux, c'est légitimer la politique de conquête, c'est reconnaître au plus fort le droit de s'approprier par la violence les territoires de peuples militairement plus faibles, c'est justifier la mainmise italienne sur l'Abyssinie et l'agression japonaise. Je ne vois guère comment notre camarade peut concilier une telle conception avec le socialisme.

Quant aux territoires soustraits à l'influence naziste par le traité de Versailles, le plébiscite de la Sarre montre le crédit que l'on peut accorder à un semblable argument.

Le cancer pacifiste

J'exècre, non moins qu'Horace, ces pacifistes égoïstes, et à courte vue, qui proclament la paix sauvée tant que la guerre ne les touche pas directement et reste limitée à des voisins; ou ces pacifistes couards à qui la peur du canon enlève toute dignité humaine. « Plutôt la servitude que la mort » (1). Qu'elle est loin cette formule d'un militant syndical du cri des anciens révolutionnaires : « La liberté ou la mort » !

Je ne saurais cependant suivre Horace sur le terrain de l'union sacrée.

Il reproche aux « pacifistes doctrinaires de la *R. P.* » de faire une distinction entre un fasciste national et un fasciste international, et de n'accepter de se battre que contre notre bourgeoisie nationale.

Ce reproche n'est pas fondé : ces « pacifistes doctrinaires » ont, en effet, soutenu que notre devoir était, même en courant le risque d'une guerre, de défendre le droit des Ethiopiens à disposer d'eux-mêmes, et de se ranger ouvertement aux côtés des révolutionnaires espagnols. Mais ils ne veulent pas se battre sous les ordres et au profit de nos capitalistes, ils ne veulent pas se faire trouer la peau pour maintenir sous le joug les peuples coloniaux et défendre les privilèges des puissances d'argent.

La première partie du reproche peut être retournée contre Horace lui-même. C'est lui qui fait une distinction entre fascistes nationaux et internationaux : seuls les fascismes hitlérien et mussolinien sont haïssables à ses yeux; il est prêt, pour les combattre, à se ranger sous la houlette du haut état-major; et à recommencer l'union sacrée qu'il condamne en 1914.

Un autre reproche fait aux « doctrinaires » de la *R. P.*, c'est de ne pas changer. Sans doute, le monde se modifie, sans doute est-il nécessaire de s'adapter aux conditions nouvelles; mais ce n'est pas une raison pour abandonner les principes les plus élémentaires du mouvement révolutionnaire et de la lutte de classes. Les camarades de la *R. P.* peuvent se vanter, sans fausse honte, de ne pas être passés de la religion, opium du peuple, à la main tendue aux évêques et à la réouverture des églises espagnoles, d'un antimilitarisme bruyant à un nationalisme outrageusement tricolore avec *Marseillaise, Chant du Départ* et « France aux Français ».

---

(1) Je me garde bien de ranger parmi les fascistes égoïstes ou couards le militant qui a lancé cette formule. Je suppose que ce camarade, sans aucun doute courageux, a exprimé, sous une forme malheureuse, sa volonté de défaitisme révolutionnaire. Son exclamation est cependant significative. Elle indique une attitude de repli, de défense, alors que le cri de nos ancêtres reflète une volonté de combattre, un désir d'offensive.

Nos tâches. - Conclusions.

Les conclusions d'Horace sont des plus déconcertantes qui se puissent imaginer : après avoir flétri la faillite du socialisme international en 1914, il propose au socialisme de prendre la tête d'un pacifisme offensif et batailleur, contre l'Allemagne et l'Italie. Après avoir donné comme cause de cette faillite l'absence d'un internationalisme véritable avant la guerre, il préconise un nationalisme belliqueux, et veut instaurer, dès maintenant, ce chauvinisme socialiste dont il condamne l'éclosion pendant la dernière guerre.

D'après lui, lorsqu'en 1935 l'Allemagne réoccupa la Rhénanie, il fallait l'en déloger par une demi-mobilisation ou par une petite expédition militaire. Pourquoi donc, trois pages avant, trouve-t-il stupide l'occupation de la Ruhr décidée par Poincaré afin de forcer l'Allemagne à tenir ses engagements? Les mêmes actes, accomplis par des hommes, dits de gauche, auraient-ils une vertu particulière?

Pour donner un semblant de justification à des contradictions si apparentes, Horace oppose au nazisme antisémite, raciste et barbare, un kaiserisme soldatesque, mais humanitaire. C'est avec des arguments semblables qu'en 1914 on nous fit marcher pour la défense de la démocratie en prenant pour allié le tsar de toutes les Russies. Horace a-t-il oublié « la chasse aux socialistes » de Bismarck et croit-il que l'antisémitisme en Allemagne date d'Hitler?

Recommencer 1914, pour abattre le fascisme, c'est suivre la bourgeoisie dans ses erreurs les plus funestes. (A mon avis, le reproche le plus grave que l'on puisse adresser au capitalisme, c'est d'être incapable de trouver à ses contradictions une solution autre que la guerre.)

Que peut-on espérer d'une édition, revue et augmentée, de ce massacre entre nations?

Le sort des armes est loin d'être certain.

Si l'Allemagne et ses alliés étaient vainqueurs (et la politique odieuse et stupide de la France et de l'Angleterre à l'égard de leurs colonies est une menace sérieuse d'affaiblissement), le fascisme s'en trouverait renforcé.

Si la victoire est de nouveau du côté de nos gouvernements, nous nous retrouverons dans la même situation qu'en 1919. Ce n'est pas le socialisme qui fera la paix et il n'y a aucune raison pour que l'histoire d'après guerre ne se renouvelle pas elle aussi.

Non, ce n'est pas de l'extérieur que s'abattra le fascisme.

Tant que nous pataugerons dans l'union sacrée, les ouvriers allemands ne pourrons nous considérer comme des libérateurs. La victoire des armées françaises ne peut qu'exciter en eux le désir de revanche.

Oui, le socialisme doit montrer une vigueur nouvelle, devenir l'élément moteur, le stimulant, l'initiateur. Mais ce mouvement, dont le socialisme a pour tâche de prendre la tête, ne doit pas être dirigé contre l'Allemagne ou l'Italie, il doit l'être contre le fauteur de toutes les guerres et de tous les fascismes, contre le capitalisme. Assez de pause et de recul. En avant, pour créer la société nouvelle que réclame la technique moderne.

Pour rompre le cercle infernal des guerres nationales, pour abattre le fascisme, une seule solution : la révolution prolétarienne.

Jean Leunois.

PARMI NOS LETTRES

Comment abattre le fascisme?

L'article d'Horace que, sous ce titre, nous avons publié dans la *R. P.* du 25 septembre dernier nous a valu plusieurs lettres en sens divers. En premier, celle-ci du camarade Meysenq, des Hautes-Alpes :

La lecture de l'article : « Comment abattre le fascisme? » m'a vivement mécontenté. Où allons-nous si la R. P. *elle-même ouvre ses pages à une thèse absolument contraire à sa ligne générale et nous convie, elle aussi, à la « prochaine dernière ».*

J'ai des amis qu'on peut qualifier de « réactionnaires »; ils sont, néanmoins, sincères et probes; je discute souvent avec eux; je n'ai pu les convaincre. Si j'étais directeur d'une revue ou d'un journal, je n'ouvrirais pas mes pages à leurs thèses sinon pour les combattre vivement.

Tranquillisons notre camarade Meysenq. Horace n'est pas un réactionnaire. Horace est un militant révolutionnaire étranger, fixé en France depuis pas mal d'années. Précisement à cause de cette dernière particularité, nous avions dû retoucher le français de son article, ce qui nous a valu de lui ce petit mot :

J'attends avec curiosité et impatience les lettres annoncées et espère pouvoir y répondre en bloc. Je suis très content de la correction que vous avez bien voulu assumer et de la scrupuleuse exactitude avec laquelle ce travail a été fait.

Une question cependant. Pourquoi le titre a-t-il été changé. « Comment abattre le fascisme? » me parait très quelconque et ne frappe pas suffisamment les esprits.

Horace avait mis pour titre : « L'Europe court-elle à sa perte? » C'est ce titre-là qui nous a paru, à nous, « très quelconque », d'où le changement.

En même temps que la lettre de Meysenq, nous avons reçu l'avis du camarade Georges Duveau, vieil abonné et collaborateur d'E. Dolléans qui a tracé sur le talon de son chèque de réabonnement ces quelques mots :

Bravo pour la « R. P. »! Sans être « néo-renaudélien » ni « néo-guerrier », j'ai profondément aimé l'article signé Horace...

Un son de cloche identique est venu d'Angleterre, d'un village de mineurs du Yorkshire, d'où le camarade Henry Muston a écrit à Chambelland, après avoir lu sa « Première réponse à Horace » :

L'article d'Horace dans la R. P. *et la réponse que vous lui avez faite ont posé une question qui m'intéresse depuis longtemps.*

Il apparaît qu'il existe un fait essentiel que vous n'envisagez pas, c'est que la classe ouvrière ne dispose pas d'une force suffisante pour retenir l'avance du fascisme et que, sur le plan international, le pouvoir du prolétariat organisé n'est rien.

C'est la connaissance de cette vérité qui a déterminé le gouvernement soviétique à poursuivre à l'extérieur une politique entièrement bourgeoise.

En regardant la situation d'un point de vue de classe, nous nous trouvons acculés devant ce choix:

Ou prendre la position pacifiste, se croiser les bras et laisser avancer les fascistes jusqu'à ce que nous nous trouvions dans leurs camps de concentration.

Ou nous allier aux nations et aux partis bourgeois antifascistes pour la défense ou pour l'attaque contre les fascismes.

Devant ces deux solutions qui nous répugnent toutes les deux, il me semble qu'on devrait choisir la dernière, qui serait moins néfaste, pourvu qu'on ne passe avec ces nations et ces partis bourgeois qu'un traité provisoire et non, comme en 1914,

l'union sacrée, où les intérêts des travailleurs seraient fatalement sacrifiés.

Vous voyez, camarade Meysenq, que ce sont bel et bien des révolutionnaires qui soutiennent des thèses aussi effarantes que celle d'Horace. Sachant cela, que devions-nous faire? Le cacher? Nous ne sommes pas pour la politique de l'autruche. Nous avons pensé que, pour si effarant qu'il soit, nous devions publier — et discuter — leur point de vue. Evidemment, nous n'aurions peut-être pas dû donner l'étude d'Horace seule, mais l'accompagner, dans le même numéro, d'une réponse solide. Nous n'y avons pensé qu'après. Voilà ce que c'est que d'attendre toujours le dernier moment!

De Nice, G. Durupt nous écrit :

Je suis étonné que les objurgations d'Horace n'aient pas attiré davantage de réponses. « Il y va fort », comme on disait jadis dans le Bâtiment. D'ailleurs, il n'est pas le seul. J'ai rencontré cet état d'esprit-là où je ne m'attendais guère à le trouver, et j'avoue que, parfois, ça m'a donné du « noir ».

En lisant Horace (celui de la R. P.!) *mon premier réflexe a été de prendre la plume pour vous faire un « papier ». J'y ai résisté, pensant que les collaborateurs habituels de la* R. P. *allaient en foule dire tout ce qu'il fallait dire et le dire mieux que moi. Une seule réponse, celle de Chambelland...*

Ne vous gênez pas, camarade. Prenez votre plume, et allez-y! Empoignez le sujet à bras le corps; montrez ainsi que la *R. P.* est le seul organe où l'on peut, pour l'heure, discuter sérieusement d'aussi graves questions que celles soulevées par l'étude d'Horace et, hélas!, par l'actualité.

FAITS ET DOCUMENTS

Quatre lettres de Maurice Thorez

Les Editions sociales internationales viennent de publier un livre de Maurice Thorez : Fils du Peuple. *C'est beaucoup moins une autobiographie qu'un ouvrage de vulgarisation des mots d'ordre du parti communiste en 1937. Au moment où ce bouquin fut annoncé, Souvarine livra à la publicité quatre lettres que Maurice Thorez lui avait écrites, en 1924, au début de la première crise de « bolchevisation » du parti communiste. Nous les reproduisons plus loin. Elles montrent que le « jeune chef » du prolétariat français n'a pas toujours été l'homme sans conscience que le stalinisme en a fait. En Russie, ce péché de trotskisme, tout ancien qu'il fût, vaudrait à Maurice Thorez, sinon le peloton d'exécution, au moins la disparition à vie. Ces lettres ont été publiées par* la République, *le 15 septembre dernier. Nous en prenons le texte dans la* Lutte Ouvrière *du 7 octobre.*

Maurice Thorez,
50, rue Michelet,
Béthune.

Le 25 mars 1924.

Au camarade Souvarine

Mon cher camarade,

Il est inutile de faire de longues lettres. J'approuve ton projet de création d'une revue communiste et je t'envoie ci-joint un mandat de 40 francs pour un abonnement à 20 numéros. Je ne suis pas très riche en ce moment, mais j'essaierai un nouvel effort dès que possible.

Fraternellement.

THOREZ.

En tournée, le 11 avril 1924.

Mon cher camarade,

Récemment une note parue dans l'*Humanité* déclarait que seuls les membres du C. D. (Comité Directeur) pourraient signer les thèses insérées successivement dans le journal.

Je ne sais si cette qualité de « membre du C. D. » s'applique aux suppléants de province. Dans l'affirmative, je suis résolu à mettre mon nom à côté des camarades qui approuvent ta thèse. Je n'ai pas besoin d'expliquer longuement les motifs de ma détermination. J'approuve ton attitude vis-à-vis de la question russe. Je soutiens ton opinion sur la nature artificielle d'une crise française.

Je me refuse à admettre comme une seule et même « vague de menchevisme » des manifestations diverses d'opportunisme au sein de quelques sections de l'Internationale.

Je considère comme arbitraires les classifications « droite, centre et gauche », appliquées à des militants et à des opinions, sans autres explications. Je n'admets pas que l'on discute, rédige, rediscute et ratiocine sur des textes et des discours, déplaçant des virgules, dénaturant les pensées.

Je n'accepte pas que l'on puisse, avec des phrases et des mots vides de sens, causer d'optimisme, de bolchevisation, etc., et que l'on dénonce comme pessimisme ce qui n'est qu'un appel à la raison, à l'étude, au travail.

Pour toutes ces raisons et bien d'autres, que tu comprends sans qu'il me soit nécessaire d'écrire un cahier, j'ai voté *contre* dimanche et je te prie de me considérer comme solidaire des idées que tu as émises à la conférence.

Fraternellement.

THOREZ.

⁂

Béthune, le 15 avril 1924.

Mon cher camarade,

Tu voudras bien te servir de ma modeste souscription pour l'édition de la brochure de Trotsky. Je profite pour t'assurer à nouveau de ma complète solidarité tant en ce qui concerne la situation du Parti Communiste français que dans ce qui intéresse la « crise » internationale.

Fraternellement.

P.S. — Voudrais-tu répondre en ce qui concerne la position juste que pourrait prendre ma fédération?

THOREZ.

⁂

Béthune, le 2 mai 1924.

Mon cher camarade,

J'avais lu la résolution de la Seine-Inférieure dans l'*Huma*, lorsque Bruyère m'a écrit de Rouen.

Je n'ai pas été étonné par la « décision » du C. D. insérée le lendemain.

Cependant, il n'y aura pas de Congrès fédéral du Pas-de-Calais. Une C. E. se réunira le 18 mai, et qui se ralliera probablement à la résolution de la Seine-Inférieure.

Toutes nos sections continuent à « ignorer » non seulement le problème, mais aussi les positions prises par certains sur le problème. Un cercle très restreint de militants essaie de s'y retrouver et la plupart sont d'accord que « Trotsky » n'est pas un menchevik, et que les véritables droitiers ne sont pas ceux que l'on place actuellement à la droite du parti.

En ce qui me concerne, j'avais placé jusqu'ici 20 bulletins (probablement, le *Bulletin Communiste* passé aux mains d'Albert Treint) chaque semaine. J'en ai depuis 1 mois un stock qui grossira, puisque je me refuse à répandre une prose inepte qui donne une piètre idée de ce que serait notre parti demain, si ceux qui le sabotent dans son travail actuel devaient en conserver longtemps la direction.

Fraternellement.

THOREZ.

RENAISSANCE
DU SYNDICALISME

LA QUINZAINE

Les bêtises recommencent...

Samedi 23 octobre. Les responsables syndicaux des Métaux parisiens, informés que la sentence du surarbitre ne donnera qu'un rajustement de 6% des salaires, déclarent cette décision inacceptable et, « à la majorité », *saisissent de la question l'Union des Syndicats et la C.G.T. en vue d'* « un mouvement de protestation d'une heure, pouvant être étendu à 24 heures, comme première démonstration ».

Dès le lundi, le bureau de l'Union des Syndicats prend cette demande en considération et décide de la présenter au bureau confédéral.

Une entrevue a lieu à la C.G.T. le mardi 26. Aucun détail n'est publié. On apprend seulement qu'une délégation s'est rendue à la Présidence du Conseil.

Réunie le même soir, à 18 heures, la Commission exécutive de l'Union des Syndicats confirme que la sentence surarbitrale annoncée est inacceptable. Elle ajoute qu'au cas où cette sentence deviendrait définitive « l'Union des Syndicats serait dans l'obligation d'affirmer la solidarité la plus complète et la plus active de toute la classe ouvrière de la région parisienne et d'envisager la possibilité d'élargissement et de généralisation des mouvements prévus ».

Le mercredi 27, à 21 heures, les secrétaires des syndicats parisiens sont réunis à la Grange-aux-Belles. Ils apprennent qu'au cours de l'entrevue de la veille, le bureau confédéral unanime, **n'a pas accepté le mouvement proposé** *par les métallurgistes et par l'Union. On les informe, en outre, que les militants responsables sont sortis du cabinet de M. Chautemps* « avec l'impression — *déclare Henri Raynaud* — que la sentence arbitrale ne sera pas tout à fait ce qui a été annoncé ». *Raynaud propose une résolution mandatant le bureau de l'Union pour réunir de nouveau les secrétaires de syndicat au cas où la sentence arbitrale ne changerait pas.*

Deux jours se passent. Au Conseil central des Métaux, réuni le samedi 30, les secrétaires du syndicat donnent lecture de la sentence du surarbitre, M. Brin. Elle accorde aux métallurgistes une indemnité de vie chère de 55 centimes de l'heure. Cette indemnité est calculée sur le salaire moyen de 9 francs 35; elle représente très exactement les 6% dont il a été tant parlé. De plus, le surarbitre décide qu'aucune rétroactivité ne sera accordée « afin de ne pas compromettre l'établissement des prix de revient et de ménager la trésorerie des entreprises les plus éprouvées ». *Comme fiche de consolation, le surarbitre se borne à ajouter la promesse d'examiner sans délai toute nouvelle demande d'augmentation qui pourrait intervenir après la publication des indices de novembre.*

L' « *impression* » *du camarade Henri Raynaud n'était bien qu'une impression!*

Cependant, et contrairement à toutes les prévisions, le Conseil central des Métaux accepte la sentence de M. Brin, exactement celle que les responsables avaient repoussée huit jours auparavant et contre laquelle l'Union avait mis en branle toutes les corporations parisiennes. Toutefois, le Conseil central décide de réunir de nouveau les responsables, le jeudi 4 novembre, et de leur proposer un mouvement de 24 heures limité aux métallurgistes.

L'équivoque plane sur cette semaine. Au début, il fallait à tout prix un mouvement général de soutien des métallurgistes. A la Commission exécutive de l'Union des Syndicats, notre camarade Pacault s'aperçut qu'il ne faisait pas bon mettre en doute l'opportunité d'une telle demande. Contrarier un désir des dirigeants des Métaux, c'est commettre maintenant le crime de lèse-majesté. Pourtant, Pacault avait raison, puisque, à la fin de la semaine, les 6% devaient être acceptés par ceux-là mêmes qui, trois jours auparavant, déclaraient ne pouvoir absolument pas s'en contenter.

Il se peut que des raisons de haute politique aient déterminé cette volte-face. Une phrase d'Henri Raynaud nous a laissé entendre qu'il n'était pas opportun de faire un mouvement pendant le Congrès radical. Ne savait-on pas, le samedi et le lundi, que ce Congrès devait se réunir? Il semble qu'on ait finalement admis comme plus important de ne pas gêner le gouvernement plutôt que d'appliquer ce qu'on considérait pourtant comme le seul moyen d'obtenir pour les métallurgistes un rajustement des salaires qui ne soit pas une dérision. Voilà encore une démonstration de la position fausse de nos syndicats.

Comment Doury expliquera-t-il l'affaire à la réunion des responsables du jeudi 4 novembre? Déjà, il paraît que ça n'avait pas marché tout seul, le 28 octobre. On raconte même que la résolution demandant l'appui de l'Union et de la C.G.T. avait été, en réalité, repoussée par une salle qui désirait la grève immédiate et illimitée. Doury n'empêcha le mouvement immédiat que par une promesse de mouvement. Cette promesse n'a pas été tenue. Cette fois, Doury prend les devants. Le mouvement de 24 heures annoncé est une de ces soupapes de sûreté dont les fonctionnaires syndicaux ont parfois besoin.

Que peut donner un tel mouvement? Exactement rien, puisque la question des salaires se trouve momentanément réglée par l'acceptation de la sentence surarbitrale et que les métallurgistes doivent attendre la publication des indices de novembre pour déposer une nouvelle demande de rajustement. Cette grève de démonstration n'aura pour résultat positif que de faire perdre aux métallurgistes une journée de salaire, c'est-à-dire l'équivalent des 6% pendant un mois.

S'il s'agit d'obtenir du gouvernement une accélération de la procédure de conciliation et d'arbitrage et d'obliger M. Chautemps à tenir les promesses faites à la C.G.T., alors, ce mouvement sera, en réalité, une grève contre soi-même, puisque la C.G.T. n'a pas encore, que

je sache, décidé de ne plus soutenir le gouvernement. Sommes-nous ou ne sommes-nous plus partie intégrante du Rassemblement populaire? Nous le sommes encore, paraît-il. Alors, c'est au sein du Rassemblement populaire qu'il faut agir. Si, vraiment, il est impossible d'obtenir ainsi satisfaction, il deviendra nécessaire, avant toute action extérieure, de rompre avec le Rassemblement populaire et de ne plus soutenir le gouvernement qui en est issu. Autrement, on ne comprend plus.

Il en est de même pour la question espagnole. On fera très difficilement comprendre que l'on continue à soutenir le gouvernement que l'on accuse avec violence de faire le jeu du fascisme international. Ici encore, la solution n'appartient pas à un mouvement de grève. C'est à l'intérieur du Rassemblement populaire qu'il faut la rechercher. Si le Rassemblement populaire est unanime pour cesser la politique dite de non-intervention, le gouvernement Chautemps devra être mis en demeure d'y mettre fin. Si l'unanimité n'existe pas, et si, vraiment, comme on nous le dit chaque jour, cette politique mène à la catastrophe, la C.G.T. et le parti communiste doivent dégager leur responsabilité et sortir du Rassemblement populaire.

Marquons d'ailleurs une contradiction criante. A l'assemblée des secrétaires de syndicat, Henri Raynaud déclara qu'il ne fallait pas lier la question espagnole à la question des salaires, afin, ajouta-t-il, de ne pas donner prise aux campagnes orchestrées par le patronat. Ce disant, il présenta deux résolutions distinctes. Or, voilà que les métallurgistes lient intimement les deux questions dans le mouvement qu'ils préparent. Allons-nous voir Henri Raynaud les accuser de faire le jeu du patronat en donnant un caractère politique à la grève? De plus, le fait de reprendre les mots d'ordre du Comité central du parti communiste et d'associer à la condamnation de la non-intervention les accusations les plus ignobles contre les militants du POUM — tout cela dans des résolutions syndicales — ne pourra qu'augmenter le désarroi.

Il y a là tout un complexe où les ouvriers métallurgistes retrouveront difficilement la défense de leurs intérêts. Certes, la position des dirigeants des Métaux en tant que dirigeants n'est pas encore menacée puisqu'ils disposent de la masse des militants communistes maîtres absolus dans les usines par des moyens dont il vaut mieux ne pas parler. Mais qu'ils prennent garde! Le nombre des ouvriers mécontents s'accroît chaque jour. Et, quand ils sont brimés comme on l'est dans la métallurgie parisienne, les ouvriers mécontents ont à leur disposition un langage beaucoup plus éloquent que les plus beaux discours. Ils foutent le camp. Ils s'expriment, comme disait Lénine, « avec leurs pieds ». Attention à la diminution des effectifs! Ne dit-on pas que ceux du Bâtiment sont en train de fondre comme beurre au soleil?

Ce n'est pas par hasard que bien des militants s'abordent maintenant avec cette phrase : « Allons! voilà les bêtises qui recommencent... » Oui, les bêtises recommencent. Nous sommes en train de revivre le passé. Maîtres à Paris des grandes corporations et de l'Union des syndicats, les staliniens font prendre aux syndicats unifiés la voie qu'ils ont fait prendre naguère aux syndicats unitaires. Au bout de cette voie, il y a la démolition de la C.G.T. Nous le savons, car nous avons vu la C.G.T.U. y passer tout entière. Cela risque d'être la rançon de la « politisation » du mouvement syndical et des grèves, « politisation » écartée un moment au Congrès de Toulouse, mais qui depuis Toulouse, a progressé à pas de géant.

M. CHAMBELLAND.

EN PASSANT...

A l'Union

Finalement, la Commission exécutive de l'Union des Syndicats de la Région parisienne a déniché un secrétaire pour remplacer Robert Lefèvre.

C'est le camarade Dupire, du Gaz de Paris.

Nous lui souhaitons bonne chance — et bon courage.

Bien entendu, les syndicats n'ont pas été sollicités d'envoyer des candidatures — comme il est de règle — ni même consultés.

Respecter — ne fût-ce que dans la forme — la démocratie syndicale? Quelle hérésie!

Revanche

Le Comité général fantôme — 47 participants! — est convoqué pour la fin du mois.

C'est l'organe de direction de l'Union dans l'intervalle des congrès.

Mais on l'a tellement restreint, par la seule représentation des « Comités industriels », qu'il se montre tout à fait incapable de jouer ce rôle.

A telle enseigne que lorsqu'il s'est agi d'examiner l'élargissement possible du mouvement envisagé par les métallurgistes, l'Union réunit les secrétaires des syndicats et des Unions locales.

Petite revanche des faits sur la bureaucratie.

Silence

La chose la plus remarquable de cette réunion des secrétaires de syndicat fut le silence de la plupart des militants présents.

Quelques-uns seulement vinrent énoncer des banalités.

Les autres n'avaient donc rien à dire?

Que si!

Mais allez donc vous hasarder à dire ce que vous pensez sans savoir si c'est vraiment « dans la ligne » !

Le silence est le commencement de la prudence.

Les « responsables » auraient tort de s'en réjouir, car ils ne peuvent savoir ce qu'il cache.

Pourquoi se gêner?

Après le Congrès de Toulouse, les citoyens Frachon et Racamond donnèrent avec éclat leur démission du Comité central du parti communiste, appliquant la décision du congrès.

Depuis le Congrès de Toulouse, ils n'ont pas manqué une seule assemblée du dit Comité central.

Ils trônaient sur la tribune de la récente réunion d'Ivry : l'*Humanité* en publia la photo.

Dans la pratique, rien n'a changé.

Puisque tout le monde trouve ça très bien, pourquoi se gêneraient-ils?

Pas assez vite

Les rédacteurs de l'*Humanité* se battent les flancs pour établir que c'est le patronat qui sabote la production.

Ils vont jusqu'à écrire que les ouvriers métallurgistes se plaignent d'arrêts trop fréquents et trop prolongés de la « chaîne ».

Certains leur auraient même confié que « la chaîne n'allait pas assez vite ».

Sans blague.

Il faut ajouter que lesdits rédacteurs n'ont jamais fait, dans les usines, de séjours prolongés.

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

LA POLITIQUE INTERNATIONALE PROPOSEE PAR LE LABOUR PARTY

Devant l'effroyable vague d'hypernationalisme, de chauvinisme et d'impérialisme qui déferle actuellement sur le monde — en tous pays, et, ce qui est plus grave, *en chaque classe* — un seul îlot résiste à peu près. Par un fait curieux, cet îlot est constitué par le prolétariat du pays qui était considéré jusqu'ici comme le moins internationaliste, comme celui qui pratiquait le plus l'égoïsme national, le « particularisme insulaire » : le prolétariat britannique.

Au prolétariat mondial en général — et tout particulièrement au prolétariat du pays qui, naguère, créa l'Internationale (l'association et le chant) et qui ne se préoccupe maintenant que de la défense de « son » Empire, et beugle la *Marseillaise,* derrière le drapeau de Versailles — c'est une grande leçon qui a été donnée dans le discours prononcé aux Communes le 22 octobre dernier par le leader du Labour Party, lors du débat sur la politique étrangère.

Eden avait fait un discours qui était purement de défense nationale et impériale, tout à fait analogue à celui qu'aurait pu faire un quelconque Delbos ou Daladier. L'Angleterre, avait-il dit en substance, est prête à tirer l'épée pour la défense de ses intérêts propres, mais pour eux seuls.

Ce à quoi le travailliste Attlee répliqua avec force :

Le discours du ministre des Affaires étrangères est un discours « cyniquement impérialiste ». « Tout son discours a consisté à proclamer que la seule chose qui intéressait le gouvernement était la défense de l'impérialisme britannique ». En opposition avec cette politique, « le Labour Party se tient pour le règne de la loi entre les nations, et le développement d'une Communauté des Nations ».

Ce fut là, la première affirmation d'internationalisme qu'il nous ait été donné, depuis bien longtemps, d'entendre. En ces quelques phrases est contenu le plan de toute une politique, une politique réellement internationaliste, la politique que nous ne cessons ici de défendre.

Une politique qui non seulement ne soit, cela va de soi, ni nationale ni impériale, mais qui ne soit pas non plus une simple politique de pacifisme bêlant, comme celle que les internationalistes se sont trop contentés de faire durant ces vingt dernières années, une politique qui ne soit pas une politique d'internationalisme passif, mais d'internationalisme actif et agissant. Une politique, comme dit Attlee, qui établisse « le règne de la loi », c'est-à-dire qui n'abandonne pas les peuples faibles à la tuerie par les peuples forts, sous prétexte de « sauvegarder la paix » ! Une politique qui tende à constituer une « Communauté des Nations », c'est-à-dire à détruire le cadre des Etats nationaux existants, dont le maintien est manifestement inconciliable avec l'existence d'une paix durable, afin de le remplacer par ce que nous avons appelé du terme général d' « internation » et que le porte-parole du Labour Party désigne par le nom même qui est donné en Angleterre au lien constitutionnel qui unit l'Angleterre et ses Dominions : *Commonwealth,* communauté. Autrement dit : créer une Fédération de pays dont chacun serait largement autonome pour tout ce qui concerne son organisation intérieure, mais qui seraient tous liés entre eux au sein d'une unité supérieure, seule souveraine — comme les villes le sont au sein des Etats actuels, les Etats américains au sein de l'Etat fédéral, l'Angleterre et ses Dominions au sein de l'Empire.

Une telle Fédération est conforme à l'état actuel de la technique et de l'économie, elle est donc possible. Mais, pour y parvenir, une condition est manifestement nécessaire : c'est la renaissance de l'internationalisme, d'un internationalisme réel, actif et agissant, je le répète, au sein du prolétariat international. L'internationalisme grandissant du prolétariat britannique (sujet d'ailleurs encore à certaines éclipses) ne peut suffire. Isolé, il disparaîtrait sans avoir porté de fruits. Si le prolétariat continental ne rejoint pas le prolétariat anglais sur la voie définie par Attlee, l'unité du monde ne s'en fera d'ailleurs pas moins, mais hélas! par d'autres moyens et sous d'autres formes.

LE BAIN DE SANG DU FRONT POPULAIRE CONTINUE

Quatre tués, des dizaines de blessés, des centaines d'emprisonnés pour imposer aux Marocains sainte Thérèse ! !

Tous les journaux ont relaté la manifestation marocaine de Khemisset, qui a servi de prétexte pour arrêter tous les jeunes Marocains gênants, faire fusiller les protestataires, pénétrer dans les mosquées — ces lieux d'asile jusqu'ici encore inviolés — et envoyer sans jugement au Gabon, sous l'Equateur, à Libreville, le lieu le plus malsain de toutes les colonies françaises, le professeur musulman El Fassi : procédé de Guépéou sur lequel nous aurons à revenir.

Mais je ne sache pas qu'on ait donné les raisons de cette manifestation de Khemisset, origine de tout ce qui a suivi. Dans les grands journaux de province, que je lis, aucune des dépêches publiées ne donnait la moindre indication à cet égard. Pour le massacre de Meknès les services du Protectorat avaient fait répandre la fable de l' « oued pestilen-

tiel »; pour les causes de la manifestation de Khemisset ces messieurs de Rabat, plus prudents cette foi, se sont contentés de faire faire le silence, arme plus redoutable encore que le mensonge.

Suppléons au silence de la grande presse.

La manifestation musulmane de Khemisset eut lieu pour protester *contre le scandale d'une manifestation religieuse catholique*, organisée quelques jours auparavant, en ce même village de Khemisset, et que le Résident général avait autorisée, malgré une demande en sens contraire qui lui avait été faite par les musulmans du pays.

Pour comprendre toute l'importance de la chose, il faut savoir que, depuis plusieurs années, l'Eglise catholique se livre à une intense propagande pour convertir au christianisme les Berbères musulmans. Cette tentative de désislamiser les Berbères a tout l'appui des résidents généraux successifs, qui n'hésitent pas à mettre dans ce but la force de la Loi et de l'Etat au service de l'Eglise.

Ce fut déjà cette question qui fut la cause, il y a quelques années, de la première agitation sérieuse qui ait secoué les villes du Maroc depuis leur conquête. Un dahir avait décrété, à cette époque, que dans les tribus berbères, c'est-à-dire les tribus des musulmans parlant un dialecte berbère au lieu de la langue arabe, la justice ne serait plus rendue selon le Droit musulman. Comme l'Islam est un Code en même temps qu'une religion, il était manifeste que si l'Etat enlevait le Code, c'était pour permettre à l'Eglise d'enlever la religion.

L'agitation contre ce « dahir berbère » fut considérable. On employa, pour la briser, la bastonnade, la prison et le « confino ». Elle n'en dura pas moins longtemps et la révolte contre le dahir berbère n'a pas cessé de gronder au sein du peuple marocain.

Cette année-ci, sachant qu'elle trouverait dans la lâcheté et l'ignorance des gouvernants de Front populaire un appui plus grand qu'elle ne pouvait en espérer de tous autres gouvernements, l'Eglise catholique tenta à nouveau un coup. A Khemisset, c'est-à-dire en plein pays berbère, ou, plus exactement, au plein cœur d'une avancée berbère au milieu du pays arabe, l'Eglise catholique décida d'organiser une de ces manifestations somptueuses et spectaculaires dont elle a le secret, avec messe « pontificale », évêques, procession, etc., pour... célébrer sainte Thérèse. En un tel lieu, le caractère prosélytique de cette manifestation était évident.

Or, comme les musulmans marocains ne veulent point, comme de juste, se laisser imposer, à la place de leur religion islamique rigoureusement monothéiste et dépourvue de clergé, l'immonde catholicisme avec sa thaumaturgie et son sadisme sexuel; ils réagirent. Ils réagirent en adressant au Résident général, le 7 septembre, la lettre fort respectueuse dont on trouvera le texte ci-dessous, et que l'organe français du Front populaire de Fès publia sous le titre : « *Une protestation justifiée* ». (1)

L'interdiction que demandaient ces musulmans n'était autre que l'application de la législation française qui prescrit que les processions religieuses et autres manifestations publiques du culte ne peuvent être « permises que dans les communes *où l'on ne professe qu'un seul culte* ». Dans le cas présent, il ne s'agissait pas seulement d'une commune où plusieurs cultes étaient professés, mais d'une commune où l'immense majorité, la quasi-unanimité de la population professait un culte opposé à celui qui voulait manifester.

Néanmoins, *fidèle à sa politique de provocation sytématique*, le général maçonnisant, Noguès, délégué à l'administration du Maroc par un gouvernement dont il n'est pas un des membres qui ne se déclare « laïque », passa outre à la demande des Marocains : l'autorisation fut acordée, et la mascarade se déroula.

Le vendredi suivant, pour protester contre cette attaque non déguisée à leur foi, les Marocains faisaient en ce même lieu la manifestation que l'on sait. Et le même jour, *Maroc Socialiste*, organe officiel de la Fédération socialiste du Maroc, la fédération du parti qui a un vice-président du Conseil, un ministre d'Etat, et je ne sais combien de ministres et de sous-ministres, était saisi à cause d'articles « ayant trait à la politique indigène »!

Les événements qui suivirent, on les con-

---

(1) Voici le texte de la lettre de protestation au Résident général, tel qu'il a été publié par la *Dépêche de Fès* du 11 septembre dernier :

Rabat, le 9 septembre 1937.
Monsieur le Résident,

Nous avons l'honneur de porter à votre haute appréciation les faits suivants :

Un journal quotidien vient d'annoncer qu'à l'occasion de la fête de sainte Thérèse, le pèlerinage annuel accompli par les catholiques du Maroc à Khemisset revêtira, cette année, un éclat exceptionnel. L'information ajoute que plusieurs évêques d'Afrique du Nord et de France y participeront et que, pour la première fois à Khemisset, une messe pontificale sera célébrée par le Vicaire apostolique.

Nous sommes à nous demander pour quelles raisons la localité de Khemisset qui se trouve « au cœur d'une tribu berbère » a été choisie pour cette cérémonie...

Nous étions en droit d'attendre du gouvernement du protectorat que, dans un but d'apaisement, il inciterait l'Eglise à plus de pondération et de discrétion dans ses actes parce que le Maroc est avant tout un pays musulman.

Dans tous les cas nous élevons nos vives protestations, d'ores et déjà, contre la manifestation projetée, parce qu'elle a un caractère prosélytique, vu les circonstances dans lesquelles elle doit se dérouler.

Espérant que le gouvernement du protectorat ne tolérera pas cette provocation en un moment où les esprits ont mille sujets de ne pas rester calmes, nous vous prions, monsieur le Resident, d'agréer l'assurance de notre très haute considération.

Lettre que la *Dépêche de Fès*, qui est, je le répète, un organe français et non marocain, et qui est l'organe quasi officiel du Front populaire à Fès, accompagnait du commentaire suivant :

Cette protestation nous semble entièrement justifiée car, comme le disent fort justement les auteurs de la lettre, nous sommes ici en pays musulman, il ne faudrait tout de même pas l'oublier.

naît. On connaît aussi les mensonges infâmes du Résident prétendant qu'un soulèvement général était préparé pour avant un mois, mensonge aussi grossier que celui de l'oued pestilentiel et à l'appui duquel celui qui l'a proféré n'a naturellement apporté aucune preuve, pas le moindre « commencement de preuve ». On a vu aussi son langage de soudard : « Nous avons pris des mesures de force et nous continuerons ». « Les arrestations se continueront jusqu'à complète épuration ». Etc... *Toujours la même provocation systématique.*

Jusqu'où ira la sauvagerie de l'individu? Il est difficile de le prévoir. Les lauriers de Sarrail bombardant Damas l'empêchent sans doute de dormir, car c'est une règle que les militaires qui, comme Sarrail et Noguès, n'ont fait carrière que grâce à leurs appuis de « gauche », ne rêvent plus, une fois « arrivés », que de s'assurer une réputation d'hommes à poigne parmi les gens de droite.

Les partis et les gouvernements ont les serviteurs qu'ils méritent. Le Front populaire et son gouvernement méritent bien d'avoir pour les représenter au Maroc un homme qui, après n'avoir pas hésité à priver d'eau les habitants d'une grande ville, n'hésite pas davantage à mettre tout le Maroc à feu et à sang pour y imposer le culte de sainte Thérèse.

Pendant ce temps-là, Mussolini et Franco qui, eux, ne privent d'eau ni n'imposent sainte Thérèse à leurs musulmans, et Hitler, qui ne le fera pas davantage, se frottent les mains. Il y a de quoi.

R. LOUZON.

P. S. — Je vois, par des extraits de l'*Œuvre* et du *Populaire,* qu'à l'occasion de la quasi-reconnaissance de Franco par l'Angleterre, les « grands » journaux de gauche commencent à s'apercevoir que l'Angleterre est derrière Franco. Ils y ont mis le temps. Pouvons-nous rappeler que nous avons signalé le fait, peu après qu'eurent éclaté les événements d'Espagne, et que nous y sommes revenus fortement il y a trois mois? Mais les meilleurs de nos camarades taxaient cela de « roman-feuilleton », tant est grande l'habitude de s'en tenir aux paroles ou à des idées toutes faites, au lieu de regarder les faits. Il n'y avait pourtant qu'à regarder ceux-ci, ça crevait les yeux!

Il reste encore pour Mme Tabouis et Leroux une chose à découvrir : c'est que, pour soutenir Franco le gouvernement anglais n'a pas eu, depuis le premier jour, de meilleur auxiliaire que le gouvernement français.

Les écrits et les faits

LE STALINISME EST-IL UNE NECESSITE HISTORIQUE? — J'ai trouvé la question posée dans le journal des jeunesses socialistes autonomes (*La Jeune Garde*). L'auteur de l'article (F. Léger), s'il révèle au premier coup d'œil une ignorance à peu près complète de l'histoire de la révolution russe, a le mérite d'exprimer avec netteté une inquiétude qui mûrit certainement dans l'âme ouvrière et peut devenir avec le temps un dangereux facteur de démoralisation. — A cette inquiétude, à cette démoralisation possible, il n'est qu'un remède, mais sûr celui-là : la connaissance. L'étude de l'histoire de la révolution russe, poussée avec esprit critique et volonté d'en dégager courageusement, pour le socialisme, les enseignements, quels qu'ils puissent être, sera dans le quart de siècle à venir une des conditions essentielles du relèvement du mouvement ouvrier. Les masses ne peuvent vivre longtemps ni sur du bourrage de crânes, ni sur du mensonge, ni même sur de l'ignorance : ou elles le paient fort cher. Et les masses ouvrières ont avant tout besoin, pour sortir de leur condition présente et faire tout ce qu'elles ont à faire, d'un accroissement de conscience. Il faut qu'elles sachent, il faut qu'elles comprennent, pour qu'elles puissent vouloir.

Nécessité historique, le stalinisme? La question, justement parce qu'elle est posée avec la rude bonne foi de l'ignorance, embrasse tant de problèmes qu'un traité ne l'épuiserait pas. Et d'abord elle se transcrit ainsi : Y a-t-il une fatalité historique qui fait que tout ce qui est arrivé (en tous lieux, en tout temps) devait arriver inéluctablement? Des partisans d'un certain déterminisme plus mécanique encore que mécaniste ont été à la fin du dix-neuvième siècle enclins à l'admettre. On a fait quelques progrès depuis dans l'étude des rapports entre la nécessité, la détermination, l'indétermination, la liberté. (L'inconvénient est de mêler rien qu'en énonçant ces mots des notions de physique à d'autres de psychologie). Ni les physiciens, ni, à plus forte raison, les historiens, et les marxistes moins que tous autres, ne peuvent admettre aujourd'hui une conception mécaniste aussi médiocre. On ne fait violence ni à la nature ni à l'histoire : les grandes lignes du devenir d'un vaste pays paysan comme la Russie étaient données, dès avant la révolution : un Lénine les voyait très bien. Elles restent données. Mais elles ne sauraient constituer qu'une sorte de cadre au sein duquel bien des variations de développement étaient possibles, demeurent possibles. Qui contestera que les caractères personnels, soit dit à titre d'exemple et sans s'exagérer leur importance, n'aient eu dans les événements des dernières années un rôle marquant? L'obstination dans la lutte, jointe à l'incapacité de soutenir un combat de front, d'un Zinoviev a beaucoup contribué à la défaite des oppositions. La fermeté indéfectible d'un Trotsky a contribué tout autant à sauver, dans cette débâcle, ce qui était susceptible de l'être. La ténacité, la duplicité, la cruauté d'un Staline donnent à l'époque entière un horrible cachet. L'individu n'est pas insignifiant, s'il est limité. Relisons Marx : « C'est l'homme, l'homme réel, l'homme vivant qui fait, qui possède, qui combat; ce n'est pas l'histoire qui utilise l'homme pour réaliser ses fins... elle n'est rien que l'activité de l'homme poursuivant ses fins. » (*La Sainte Famille*). « Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas librement, dans des conditions choisies par eux, mais dans des conditions di-

rectement données, léguées par la tradition. La tradition des générations mortes pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants». (*Le Dix-Huit Brumaire...*) C'est à Berlin, en 1923, que s'est jouée la destinée la plus haute de la révolution russe. Si le socialisme allemand n'avait point failli à sa tâche (aucune fatalité, ici non plus), la Russie agraire, accomplissant une révolution socialiste, trouvait dans l'appui du socialisme occidental de quoi surmonter ses traditions et ses difficultés économiques. A suivre pas à pas le déroulement des événements, on voit qu'aux problèmes de chaque heure plusieurs solutions étaient possibles dont une seule allait se réaliser. Toute vie est création continue, jaillissement nouveau. En gros le stalinisme a été conditionné par la défaite des révolutions de l'Europe centrale et de la Chine, par la faiblesse numérique et spirituelle du prolétariat soviétique au lendemain de la guerre civile, par une foule d'erreurs de doctrine, de politique et de tactique. Tel quel, il répond à une nécessité historique; mais d'autres nécessités qu'il réprime — à quel prix! — continuent de travailler contre lui. Il représente la précaire victoire des nouveaux parvenus. Cette victoire, même si les circonstances la rendirent inévitable à certains moments, eût pu revêtir des formes moins inhumaines et moins antisocialistes. — Scrutons ces problèmes; et efforçons-nous de nous faire, dans le heurt des nécessités oposées, les instruments clairvoyants de celles qui travaillent à la libération de l'homme.

LE PRIX DES ANNEES NOIRES. — Otto Bauer, dans la notice qu'il a consacrée à *Destin d'une Révolution* (*Der Kampf*, N° 8, août 37, Prague), me reproche de n'avoir pas suffisamment tenu compte de l'amélioration de la condition des travailleurs soviétiques, amélioration exprimée par la journée de sept heures, la semaine de cinq jours, des progrès de l'hygiène et de la santé publique, la diminution de la mortalité... Si étranglée qu'elle soit, la révolution laisse aux travailleurs russes, considérés en masse, un certain acquis très réel, mais autrement complexe à définir, car il est souvent du domaine de l'impondérable. Et sur tous ces points-ci, c'est Otto Bauer qui a tort, — j'en suis fâché. Kléber Legay remarque que les mineurs soviétiques «travaillent 301 jours par an avec près de 8 h. par jour de présence à la mine», tandis qu'en France, «les mineurs travaillent 251 jours avec des semaines de 38 h. 40 pour deux jours de repos...» Les statistiques sur la baisse de la mortalité, etc., les statistiques mentent, voilà tout. Tous ceux qui ont vécu sous le régime bureaucratique le savent : la statistique y est devenue une forme courante du mensonge, comme le montage photographique et la motion de congrès... Quand, par hasard, elle dit la vérité, on la cache, on en poursuit les auteurs et nous ne la retrouvons que par recoupements. C'est ainsi que le recensement de la population du 6 janvier 37 vient d'être déclaré non avenu, «faussé par le sabotage», — trotskiste, de toute évidence. Voici pourquoi. L'accroissement normal de la population de l'U.R.S.S. étant de 2% environ par an, et la population recensée au premier janvier 1933 ayant été de 165.748.400 âmes, on s'attendait à trouver en 1937 un chiffre de plus de 177 millions. Or, d'après les calculs qui servent de base à l'établissement des nouvelles circonscriptions électorales, le gouvernement estime la population totale du pays, fin 1937, non à près de 180 millions comme elle devrait l'être, mais à 170 millions. Salomon Schwartz a donné de tous ces chiffres, dans le *Messager Socialiste* russe, une analyse fort intelligente. On constate donc, sur l'accroissement normal de la population, un déficit de neuf à dix millions d'âmes en dix ans. Ainsi nous est tout à coup expliquée l'interdiction récente de l'avortement (1936). Telles sont les conséquences des années noires de collectivisation forcée et de famine.

Dès l'année dernière, on avait observé une diminution saisissante du nombre des foyers paysans : il y en avait 25.800.000 en 1929, à la veille de la collectivisation; il n'en restait plus que 20.600.000 en 1936. Ces données permettent de conclure que le cinquième environ des familles paysannes avaient été dispersées ou détruites... (Statistiques officielles analysées par M. S. Prokopovitch.) Et pour la destruction des foyers paysans, la littérature stalinienne la plus conformiste nous a tout de même donné quelques témoignages : voyez plutôt le roman de Cholokhov, *Terres défrichées*.

ANTONOV-OVSEENKO ayant été relevé de son poste de consul général de l'U.R.S.S. à Barcelone et nommé commissaire du peuple à la Justice de la R.S.F.S.R., en remplacement de Krylenko, limogé, j'écrivais dans la *R. P.* du 25 septembre : «Eh bien, Antonov-Ovséenko va rentrer. Il sait ce qui l'attend. Nous aussi. Sa disparition n'est plus qu'une question de temps.» Je pensais que, par souci de décence, sa disparition prendrait quelque temps, quelques mois. Je me suis trompé. Le nouveau commissaire du peuple à la Justice — quelle dérision! — n'est pas même entré en fonctions. Il a disparu. Il semble bien avoir été embarqué à Barcelone à bord d'un vapeur soviétique et aussitôt arrêté dès l'arrivée en U.R.S.S. Un fonctionnaire inconnu, nommé Dimitriev, a reçu le portefeuille de la Justice.

Victor SERGE.

Mise en garde

Plusieurs journaux ont récemment révélé qu'au mois de juin dernier la femme de Joaquin Maurin, Française, sœur de Boris Souvarine, avait été cambriolée en son domicile de Neuilly par de soi-disant inspecteurs de la Sûreté venant soi-disant pour une perquisition. Ce cambriolage avait été jusqu'à présent tenu secret sur la demande — on ne sait pourquoi, OU ON DEVINE TROP POURQUOI — de la police française.

Profitons-en pour rappeler aux camarades que la loi française interdit toutes perquisitions, arrestations à domicile, etc... entre le coucher du soleil et le lever du soleil. Si donc ils étaient en butte la nuit à une visite domiciliaire, ils peuvent être certains qu'il ne s'agit pas de policiers français, mais d'agents du Guépéou, ils ne doivent donc pas hésiter à

SE DEFENDRE

en les abattant comme des chiens.

Si c'est le jour, qu'avant tout, ils téléphonent au commissariat de police, ou à la Sûreté Nationale, pour avoir confirmation de la réalité des mandats de perquisition ou d'arrestation.

Si nous ne voulons pas subir le sort de Berneri, de Nin et de tant d'autres, NOUS DEVONS NOUS DEFENDRE.

Imp. S.N.I.E., 32, rue de Ménilmontant, Paris (20e). Le gérant : M. CHAMBELLAND.